

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 19/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FLEXICO

1, route de Méru - BP 70429
Hénonville
60119 Hénonville

Références : IC-R/0462/24-SLT/MC
Code AIOT : 0005104686

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement FLEXICO implanté 1, route de Méru - BP 70429 Hénonville 60119 Hénonville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLEXICO
- 1, route de Méru - BP 70429 Hénonville 60119 Hénonville
- Code AIOT : 0005104686
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FLEXICO est autorisée par arrêté préfectoral du 26/05/1987 à exploiter sur la commune de Hénonville des activités de production de profils de fermeture et de sachets plastique ménagers. L'arrêté préfectoral complémentaire du 30/10/2001 autorise la société FLEXICO à étendre ses activités en vue d'augmenter la capacité de production et de stockage de matière plastique.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entretien des moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 30/10/2001, article III.2.6 et III.7.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Contrôle des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article 6.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/05/2023. Il est donc proposé à madame la préfète d'abroger cet arrêté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien des moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2001, article III.2.6 et III.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2023
Prescription contrôlée : <p>Article III.2.6 :</p> <p>Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d'intervention font l'objet d'une maintenance garantissant leur efficacité et fiabilité.</p> <p>Les opérations correspondantes sont programmées et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant. Elles font l'objet d'une inscription sur un registre.</p>

Article III.7.1 :

Le matériel de lutte contre l'incendie couvre l'ensemble des installations. Les moyens propres à chaque secteur sont dimensionnés selon la nature et l'importance du risque à défendre.

Les moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur et comprennent au minimum :

- des extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques à couvrir, répartis sur tout le site, bien visibles et toujours facilement accessibles ;
- des robinets d'incendie armés (RIA) protégés du gel. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposées ;
- des installations de détection et d'extinction automatique. Les agents extincteurs sont adaptés aux installations et produits mis en œuvre et définis sous la responsabilité de l'exploitant. Ces systèmes d'extinction sont soumis à un programme de tests de fonctionnement et de maintenance ;
- 2 poteaux ou bouches incendie capables de fournir un débit de 120 m³/h en fonctionnement simultané pendant au moins 2 heures et situés à moins de 200 mètres des bâtiments ;
- 1 poteau ou bouche incendie capable de fournir un débit de 60 m³/h pendant 2 heures et situé à moins de 400 mètres des bâtiments.

Constats :

Inspection du 22/03/2023 :

Au niveau du système d'extinction automatique, il avait été constaté que le dernier rapport Q1 (vérification du 23/06/2022) concluait à la mise en échec de l'installation.

L'installation d'extinction automatique d'incendie n'était donc pas conforme aux normes en vigueur (non-conformité).

Concernant les 2 poteaux incendie présents sur le site, l'exploitant avait présenté le dernier rapport de contrôle des débits (vérification du 11/04/2022). Les débits mesurés étaient de 94 et 96 m³/h.

Les poteaux incendie ne permettaient donc pas de délivrer un débit de 120 m³/h en fonctionnement simultané pendant 2h (non-conformité).

Par arrêté préfectoral du 10/05/2023, l'exploitant a été mis en demeure de :

- lever les non-conformités relevées dans le rapport Q1 et de fournir un nouveau rapport de contrôle démontrant l'absence de risque de mise en échec de l'installation d'extinction automatique,
- mettre en œuvre les actions correctives permettant de disposer d'un débit de 120 m³/h en simultané sur les 2 poteaux incendie ou de fournir un avis du SDIS sur les moyens présents sur le site.

Inspection du 07/11/2024 :

L'exploitant a présenté le dernier rapport Q1 faisant suite à la vérification du 31/10/2024 par la société UXELLO. Le rapport conclut sur l'absence de mise en échec du système.

Par ailleurs, concernant le débit des poteaux incendie, l'exploitant a déposé un rapport à connaissance le 06/03/2023 afin d'actualiser les activités réalisées sur le site. Dans ce cadre, un nouveau calcul D9 a été fourni et transmis pour avis au SDIS.

<p>Le besoin est de 120 m³/h, soit 240 m³ pendant 2 h. La défense incendie du site est constituée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau de 360 m³, - un poteau incendie situé sur le site présentant un débit de 94 m³/h, - un poteau incendie sur le domaine public présentant un débit de 60 m³/h. <p>L'exploitant a fourni un avis favorable du SDIS du 26/04/2023.</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/05/2023 est donc respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Contrôle des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3.</p> <p>Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux non dilués. Pour les métaux, les valeurs limites s'appliquent à la masse totale d'une substance émise, y compris la part sous forme de gaz ou de vapeur contenue dans les effluents gazeux.</p> <p>a) Poussières :</p> <p>Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/heure, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm³ de poussières.</p> <p>Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/heure, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm³ de poussières.</p> <p>b) Composés organiques volatils (COV) :</p> <p>.../...</p> <p>b.2. Valeurs limites d'émission :</p> <p>Si le flux horaire total de COV, émis sous forme canalisée ou diffuse, dépasse 2 kg/heure, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. Cette valeur s'applique à chaque rejet canalisé. En outre, si la consommation annuelle de solvants est supérieure à 5 tonnes par an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30 % de la quantité de solvants utilisée.</p> <p>.../...</p>

II.2. autres ateliers d'héliogravure, flexographie, impression sérigraphique en rotative (sauf textiles/cartons), contrecollage ou vernissage :

- " si la consommation annuelle de solvant organique est supérieure à 15 tonnes et inférieure à 25 tonnes, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 100 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée ; " (*)
- si la consommation annuelle de solvant organique est supérieure à 25 tonnes, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 100 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée ;

.../...

Constats :

Inspection du 22/03/2023 :

Il avait été constaté que le dernier contrôle des effluents atmosphériques de la ligne PAVEMA (ligne d'impression) avait été réalisé le 22/10/2021 par la société APAVE.

Les mesures indiquaient les résultats suivants pour les COVnm : concentration de 175.5 mg/Nm³ et flux de 0.159 kg/h.

Le contrôle ne faisait pas apparaître de mesure des poussières.

Par ailleurs, la consommation de solvants était supérieure à 15 t/an.

Il avait donc été constaté un dépassement en concentration de COVnm et l'absence de mesure des poussières (non-conformité).

Par arrêté préfectoral du 10/05/2023, l'exploitant a été mis en demeure de réaliser des mesures des rejets atmosphériques et de justifier du respect des valeurs limitées d'émissions en poussières et en COVnm relatives à l'activité d'impression.

Inspection du 07/11/2024 :

Par mail du 23/08/2023, l'exploitant a transmis un rapport de mesure réalisé par la société APAVE le 04/07/2023. Les résultats ne montrent pas de dépassement des valeurs limites.

Par ailleurs, comme indiqué au point de contrôle précédent, l'exploitant a transmis un rapport à connaissance actualisant les activités du site. Le classement ICPE du site induit des modifications et en particulier sur l'activité d'impression (2450) qui passe sous le seuil de classement (non classé).

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/05/2023 est donc respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure